

## Pourparlers : Bujumbura a reçu "une invitation officielle" mais pose ses conditions

@rib News, 27/04/2016 â€“Source AFP Le gouvernement du Burundi ne participera au dialogue de sortie de crise que s'il est consulté, notamment sur les participants, a-t-il affirmé après l'annonce par les médiateurs internationaux d'une reprise des discussions à partir de lundi à Arusha (Tanzanie). "Le gouvernement burundais doit être consulté (car) nous devons convenir des personnes qui devraient être invitées, des dates et du lieu", a déclaré Willy Nyamitwe, responsable de la communication de la présidence, dans une déclaration sur la radio nationale (officielle), captée mercredi.

Bujumbura attend en outre "une invitation officielle", sans quoi "le gouvernement du Burundi considérera nécessairement que ce qui se dit est une machination ou une rumeur", selon le porte-parole. "Le gouvernement a reçu l'invitation aujourd'hui (mercredi) et l'analyse", a un peu plus tard reconnu M. Nyamitwe. "Il pourra y répondre à tout moment par les canaux autorisés", a-t-il précisé sans autre commentaire. L'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, nouveau co-médiateur dans la crise burundaise, avait annoncé dans un tweet samedi la reprise du dialogue interburundais du 2 au 6 mai à Arusha, assurant que "toutes les parties prenantes devraient être présentes à cette session inaugurale". Malgré les pressions et sanctions de la communauté internationale, le gouvernement refuse jusqu'à présent de s'asseoir à la même table que le Cnared, une plate-forme qui regroupe la quasi-totalité de l'opposition burundaise, en exil ou restée au pays. "Ceux qui ont attenté à la vie des citoyens, qui ont voulu renverser des institutions démocratiquement élues et d'autres qui ont versé dans l'insurrection armée dans notre pays ne peuvent pas être conviés à ce dialogue", a martelé la radio M. Nyamitwe. Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 à un troisième mandat. L'écœurement d'un coup d'Etat en mai, l'étouffement de six semaines de manifestations quasi-quotidiennes et la réélection controversée de M. Nkurunziza en juillet 2015 n'ont pas empêché l'intensification des violences, désormais armées, et qui ont déjà fait plus de 500 morts et poussé plus de 270.000 personnes à l'exil. Bujumbura refuse par ailleurs de discuter du troisième mandat ou que ce dialogue soit organisé à Arusha, ville-symbole qui a abrité de 1998 à 2000 les négociations ayant ouvert la voie à la fin guerre civile (1993-2006), qui a fait plus de 300.000 morts. Le Cnared, qui a désigné dimanche un nouveau président, Jean Minani, a de son côté annoncé qu'il était prêt à se rendre à Arusha, même s'il n'avait pas encore reçu d'invitation. "Le gouvernement de fait de Bujumbura doit savoir qu'il ne fait pas partie de la médiation mais que c'est une partie au conflit, au même titre que le Cnared", a déclaré son responsable de la communication, Jérôme Minani. "Ce n'est pas à lui de faire la liste des participants ou de fixer l'agenda des discussions". Les Etats-Unis ont eux "salué" l'annonce du co-médiateur M. Mkapa, appelant les "parties à participer pleinement sans conditions préalables", selon un communiqué du département d'Etat. "Le plus tôt cette crise sera résolue, le plus tôt nous pourrons aider le Burundi sur la voie de la prospérité et d'un plus grand développement", a ajouté la même source. BBC Afrique, 27 avril 2016 Dialogue : Bujumbura pose ses conditions Le gouvernement du Burundi ne participera au dialogue de sortie de crise que s'il est consulté, notamment sur le choix des participants, l'agenda et le calendrier. Le responsable de la communication de la présidence, Willy Nyamitwe a fait cette déclaration à la BBC après l'annonce par les médiateurs internationaux de la reprise des discussions à partir de lundi à Arusha (Tanzanie). "C'est difficile de confirmer quelle sera la réponse du gouvernement car il doit d'abord analyser cette invitation et comprendre il doit être le dernier à recevoir une invitation. Il doit être consulté car nous devons convenir des personnes qui devraient être invitées, des dates et du lieu", a déclaré Willy Nyamitwe, responsable de la communication de la présidence, dans une déclaration sur la radio nationale mercredi. Il a aussi reconnu qu'une délégation du gouvernement burundais a rencontré les autorités à Arusha mais il n'a pas abordé question de calendrier d'agenda ou de liste d'invités, a-t-il ajouté. L'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, nouveau co-médiateur dans la crise burundaise, avait annoncé dans un tweet samedi la reprise du dialogue interburundais du 2 au 6 mai à Arusha, assurant que "toutes les parties prenantes devraient être présentes à cette session inaugurale". Malgré les pressions et sanctions de la communauté internationale, le gouvernement refuse jusqu'à présent de s'asseoir à la même table que le Cnared, une plate-forme qui regroupe la quasi-totalité de l'opposition burundaise, en exil ou restée au pays. Ecouter Willy Nyamitwe sur la BBC